

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT D'INDRE-ET-LOIRE — 4e CIRCONSCRIPTION

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES
de Juin 1968

FÉDÉRATION DE LA GAUCHE DÉMOCRATE ET SOCIALISTE

ÉLECTRICES, ÉLECTEURS,

En 1962, Monsieur VOISIN dressait ainsi le tableau de la France à l'avènement du gaullisme : "L'autorité bafouée, le pays dans le désordre, la monnaie effondrée, le chômage..." Qu'y a-t'il de changé après 10 ans de ce régime ?

LES PROMESSES DE MARS 1967 :

En mars 1967, les candidats gaullistes, en sollicitant vos suffrages, vous promettaient l'expansion, le progrès social et la stabilité, et le corps électoral, pour la troisième fois consécutive depuis 1958, remettait (de justesse !) le sort du pays entre les mains d'une majorité parlementaire dont le seul programme était la soumission inconditionnelle au Chef de l'État.

LA CRISE :

En mai 1968, quatorze mois plus tard, c'était l'explosion de la colère longtemps contenue de 10 MILLIONS de travailleurs, la grève générale, la paralysie du pays, la dissolution de l'Assemblée et la menace de guerre civile. Cette crise sociale, la plus violente et la plus profonde que notre pays aît jamais connue, a coûté en 3 semaines 6 % du produit national brut. Où sont le progrès social, la stabilité et l'expansion promis en mars 1967 ?

En élisant leurs députés les 23 et 30 juin prochains, les citoyens auront à situer les responsabilités dans la grave crise que vient de traverser notre pays.

Pour esquiver ses responsabilités, le pouvoir gaulliste n'a pas trouvé d'autre moyen que de recourir au subterfuge le plus grossier : l'épouvantail communiste. Mais quel citoyen peut croire sincèrement que les millions de travailleurs en grève, la grande masse des étudiants (les vrais !) et des enseignements, les dirigeants des organisations syndicales ouvrières et les cadres, n'ont été que les instruments dociles et inconscients de "l'entreprise totalitaire" dénoncée par le Général DE GAULLE ! Le recours à une telle ruse est non seulement une insulte à l'ensemble des forces vives de la Nation, mais traduit aussi un total mépris des électeurs. D'autre part, comment les citoyens de notre pays ne releveraient-ils pas les contradictions d'une politique qui prêche à l'extérieur l'entente et l'amitié avec les pays de l'Est, et qui à l'intérieur prétend rétablir le rideau de fer entre les français ! Nous disons, nous, démocrates socialistes, que l'ordre et la stabilité qui conditionnent l'expansion et le progrès social, ne sont possibles que s'il existe un climat de confiance entre l'État et le Peuple, et que le pouvoir gaulliste, parce qu'il cède sous la contrainte devant les légitimes revendications des travailleurs, est plus que jamais disqualifié pour assumer les destinées de la France. Comment songer un seul instant que les travailleurs et les organisations syndicales puissent mordre à l'appât de la "participation", alors qu'il y a quelques mois le pouvoir les évinçait de la gestion des caisses de sécurité sociale ! Nous disons, nous, démocrates socialistes, que si par malheur les citoyens reconduisaient la majorité actuelle, notre pays ne tarderait pas à retomber dans le cycle de la revendication, du désordre, de la regression économique

et de la violence. En effet, n'est-il pas à craindre que l'élévation des prix industriels et le blocage des prix agricoles ne réduisent les revenus paysans, que le gouvernement, fidèle à ses choix depuis 10 ans, ne continue de sacrifier les équipements collectifs à une politique de prestige, laissant ainsi s'aggraver les malaises de l'Université. Face à ce danger, la FÉDÉRATION DE LA GAUCHE DÉMOCRATE ET SOCIALISTE affirme que seul le recours est une majorité nouvelle, permettant à un gouvernement de gauche d'assumer la responsabilité du pouvoir avec le soutien de l'ensemble des forces actives de la nation, c'est-à-dire des organisations syndicales de la classe ouvrière, des cadres, de la paysannerie, des artisans et commerçants, des enseignants et des étudiants. Pour obtenir ce soutien massif dans le pays, un tel gouvernement, dont la FÉDÉRATION DE LA GAUCHE DÉMOCRATE ET SOCIALISTE est fondée à revendiquer la direction, devra s'appuyer sur les partis de gauche et les républicains de progrès qui auront compris que ce n'est qu'avec la gauche que le pays peut s'engager dans la voie de la prospérité et de la stabilité.

La première tâche d'un tel gouvernement sera, non pas d'"octroyer" des réformes élaborées par des technocrates, mais de rétablir les corps intermédiaires, c'est-à-dire les collectivités locales dans leur rôle, d'imposer un style politique nouveau qui subtitue le dialogue à la morgue insolente et condescendante.

La première tâche de ce gouvernement de gauche sera de réunir solennellement les représentants de la population active, afin d'établir le bilan de 10 ans de pouvoir gaulliste, d'envisager les réformes nécessaires et leur échelonnement, de définir les étapes du progrès social.

Électrices, Électeurs, le scrutin des 23 et 30 juin pèsera lourd dans les destinées de la France, puisqu'il y va de la paix civile, du progrès et des libertés, c'est-à-dire de notre avenir en temps que NATION MODERNE.

Électrices, Électeurs, en m'accordant vos suffrages le 23 juin, vous témoignerez également votre confiance envers la FÉDÉRATION DE LA GAUCHE DÉMOCRATE ET SOCIALISTE, la grande force politique moderne dont nul citoyen ne peut nier les convictions républicaines, la volonté de progrès et l'attachement aux libertés.

VOTEZ FÉDÉRATION DE LA GAUCHE DÉMOCRATE ET SOCIALISTE pour que

Vive la France ! Et que Vive la République !

Votez Jean LEFÈVRE

Docteur en Pharmacie
Conseiller Municipal de Restigné
Vice-Président de la Fédération des Œuvres Laïques d'Indre-et-Loire

SUPPLÉANT :

Docteur Michel CAMBOULIVES

Conseiller Municipal de Nouâtre

Imp. JULIOT — Bourgueil.